

DIMANCHE 7 JUIN 1835.

Edition de Paris.
(DIXIÈME ANNÉE.)

(NUMÉRO 3058.)

GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DEBATS JUDICIAIRES,

ON S'ABONNE A PARIS,
AU BUREAU DU JOURNAL, QUAI AUX FLEURS,
N° 41.
Les Lettres et Paquets doivent être affranchis.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE
17 fr. pour trois mois;
34 fr. pour six mois;
68 fr. pour l'année.

JUSTICE CIVILE.

COUR DE CASSATION (chambre civile).

(Présidence de M. Dunoyer, doyen des conseillers.)

Audience du 20 mai.

VOL. — ESCROQUERIE. — REVENDICATION.

L'art. 2279 du Code civil, qui donne au propriétaire d'une chose volée le droit de la revendiquer contre celui dans les mains duquel il la trouve, s'applique-t-il à la revendication d'une chose escroquée? (Non.)

Malher, condamné une première fois à quinze ans de travaux forcés pour fausse monnaie, et une seconde fois à treize mois de prison pour escroquerie, loua en 1834 un petit appartement rue Meslay, n° 65, avec des bureaux, casiers et cartons qui s'y trouvaient. Il fit aussitôt distribuer dans Paris des adresses annonçant l'existence d'une maison de commerce et de commission pour la France, l'étranger et les colonies, sous la raison Malher et Co. Le sieur Bailleul, négociant au Havre, avait à vendre à cette époque une grande quantité de bois de marine; il les avait fait annoncer au commerce de Paris par l'entremise d'un sieur Vuillaume, agent d'affaires, aujourd'hui décédé. Celui-ci envoya au sieur Bailleul une adresse de Malher, en lui présentant sa maison de commerce comme étant d'une grande importance. Malher ne tarda pas à se rendre au Havre; il parla au sieur Bailleul de ses immenses entreprises et d'une expédition de 500 barriques de vins fins, objet principal de son voyage. Il capta la confiance du sieur Bailleul, qui lui livra 50,000 pieds de planches, moyennant 28,450 fr., payables à six mois de terme.

De retour à Paris, Malher se hâta de revendre ses planches; il se rendit à la Bourse, et abordant le sieur Verspierre, dont il n'était pas connu, et l'appelant par son nom, il se présenta comme négociant-commissionnaire tenant la maison Malher et Co; il proposa le bois qu'il avait acheté au Havre, disant qu'il se bornerait à un petit bénéfice, le grand nombre de ses affaires ne lui permettant pas de les garder. Le sieur Verspierre se rendit rue Meslay; le portier, décédé depuis du choléra, lui déclara que Malher faisait beaucoup d'affaires. Sur le vu de la facture et des lettres d'avis signées Bailleul, et de la lettre de voiture, il se décida à faire cette acquisition moyennant 24,200 fr. payés comptant. Le sieur Bailleul apprit bientôt qu'il avait été escroqué; il porta plainte contre Malher, et présenta Verspierre comme complice; mais une ordonnance reconnut à l'égard de celui-ci que sa position sociale et commerciale, son caractère, ses relations, ses habitudes le défendaient de toute imputation. Malher fut condamné à cinq ans de prison et 5000 fr. d'amende. Muni de ce jugement, le sieur Bailleul revendiqua ses bois contre le sieur Verspierre, en vertu de l'art. 2279 du Code civil. Un jugement du Tribunal de la Seine rejeta cette demande; mais sur l'appel, un arrêt de la Cour de Paris du 15 janvier 1834 accueillit la revendication par les motifs suivants :

Considérant que le principe général posé dans l'art. 2279 est fondé sur ce que le vol présuppose que de la part du propriétaire, il n'y a point eu de consentement ou dessaisissement de la chose, et que la condition fondamentale en fait de transmission de propriété manque;

Considérant que le mot vol énoncé dans l'art. 2279 a été employé dans un sens générique, que les espèces entièrement analogues y sont dès lors nécessairement comprises;

Que d'après la généralité du sens de cet article, il y a lieu d'en faire l'application aux actes à l'aide desquels on pourrait être dépouillé furtivement d'un objet mobilier;

Qu'il est de principe qu'il doit y avoir homogénéité dans les droits quand il y a évidente homogénéité dans les raisons de décider;

Que les résultats de l'escroquerie sont les mêmes que ceux du vol;

Que dans les cas d'escroquerie, il est vrai de dire qu'il n'y a point eu, à proprement parler, de consentement, la volonté du propriétaire ayant été viciée par des manœuvres d'une nature particulière qui ont été qualifiées délit par la loi, et assimilées à la soustraction frauduleuse;

Que dès lors l'art. 2279 du Code civil est applicable aux effets soustraits par escroquerie, comme à ceux soustraits par l'effet du vol.

Le sieur Verspierre s'est pourvu contre cet arrêt.

M^{re} Gueney, son avocat, a soutenu que les motifs qui avaient fait admettre l'art. 2279 pour les choses volées, n'existaient pas pour le cas d'escroquerie; qu'en effet, d'une part, le propriétaire de la chose volée ne s'en était pas dessaisi de son consentement, et d'autre part, celui qui l'avait achetée du voleur avait à se reprocher de n'avoir demandé aucune justification de la possession; tandis que celui qui, trompé par des manœuvres, consentait à livrer sa chose, fournissait par ce consentement et dans l'espèce par sa facture, par ses lettres, les moyens de surprendre la bonne foi des tiers-acquéreurs; qu'il n'y avait donc point assimilation entre le vol et l'escroque, ni entre les acquéreurs des marchandises provenant du vol ou de l'escroquerie. L'avocat a beaucoup insisté sur la bonne foi de son client. Il a ajouté que si le système de la Cour royale était accueilli, le commerce serait complètement paralysé.

M^{re} Renault, avocat du sieur Bailleul, a dit que c'était équivoquer sur des mots que de distinguer entre les termes vol et escroque; que l'art. 2279 parlait en général de toute espèce de vol; que les différences signalées par son adversaire entre le vol et l'escroquerie n'existaient pas, puisque le consentement donné par l'escroqué était considéré, à raison des manœuvres frauduleuses, comme n'existant pas.

Il a ajouté que le législateur avait préféré l'intérêt du légitime propriétaire en présence de celui du tiers-acquéreur, lors même que celui-ci serait de bonne foi.

M. l'avocat-général Voysin de Gartempe a conclu à la cassation.

La Cour, au rapport de M. Faure, a rendu l'arrêt suivant :

Vu l'art. 2279 du Code civil :

Attendu que cet article, après avoir établi qu'en fait de meubles, la possession vaut titre, ajouté néanmoins que celui auquel il a été volé une chose peut la revendiquer contre celui dans les mains duquel il la trouve;

Attendu que les exceptions sont de droit étroit, et qu'elles doivent être renfermées dans les cas rigoureusement prévus par la loi;

Attendu que quoique le vol soit en général assimilé à l'escroquerie, celui qui a été volé n'a donné aucun consentement, et que celui qui achète une chose volée a à s'imputer sa propre imprudence, tandis qu'il n'y a pas le même reproche à adresser à celui qui achète avec bonne foi une marchandise provenant d'une escroquerie, puisque celui qui lui vend lui justifie sa propriété; d'où il suit que l'arrêt attaqué, en confondant l'escroquerie avec le vol, a fait une fausse application dudit article 2279;

La Cour casse.

COUR ROYALE DE PARIS (1^{re} chambre).

(Présidence de M. Séguier, premier président.)

Audience du 25 mai.

DROIT DE MUTATION. — PRIVILÈGE DE LA RÉGIE DE L'ENREGISTREMENT.

La régie de l'enregistrement a-t-elle, pour les droits de mutation par décès, un privilège sur les autres créanciers? (Rés. aff.)

Les art. 15 et 52 de la loi du 22 frimaire an VII sont le siège de cette importante difficulté. Ils sont ainsi conçus :

« Art. 15. La valeur de la propriété, de l'usufruit et de la jouissance des immeubles est déterminée, pour la liquidation et le paiement du droit proportionnel, ainsi qu'il suit, savoir : 1^o, 2^o, etc., 7^o pour les transmissions de propriété entre vifs, à titre gratuit, et celles qui s'effectuent par décès, par l'évaluation qui sera faite et portée à vingt fois le produit des biens; ou les prix des baux courants, SANS DISTRACTION DES CHARGES. »

« Art. 52. Les droits de déclarations des mutations par décès seront payés par les héritiers, donataires ou légataires; les co-héritiers seront solidaires. La nation aura action sur les revenus des biens à déclarer, en quelques mains qu'ils se trouvent, pour le paiement des droits dont il faudrait poursuivre le recouvrement. »

Nous n'avons pas besoin d'entrer dans le récit des faits, tout-à-fait indifférents pour la solution de la question. Voici comment le Tribunal de première instance l'a décidée dans la cause de la régie de l'enregistrement contre les créanciers produisant dans la contribution Leblanc :

Le Tribunal, attendu qu'aucune disposition de la loi du 22 frimaire an VII n'accorde de privilège à la régie; qu'aucune disposition de cette même loi ne lui assure une partie des biens d'une succession; que l'art. 15 de cette loi ne fait qu'établir la base de la perception de l'impôt, en déclarant que les dettes et charges ne seront pas déduites de l'actif; que cet article ne s'occupe pas du mode de recouvrement de l'impôt;

Attendu que cet impôt est dû, aux termes de l'art. 52 de la loi du 22 frimaire an VII, par les héritiers, donataires et légataires; que si cet article donne à l'Etat une action sur les revenus des biens à déclarer, en quelques mains qu'ils passent, le sens de cet article a été restreint aux héritiers, donataires et légataires;

Attendu qu'en principe général et d'après les autres dispositions de cette loi, les donataires et légataires n'auraient été tenus que des droits établis particulièrement sur leurs legs et donations, mais que l'action ouverte par l'art. 52 met, s'il y échet, à la charge de ces donataires et légataires la totalité des droits de mutation; qu'en matière de privilège, tout est de droit rigoureux, et que si l'art. 52 confère à la régie un privilège, ce n'est qu'à l'égard des créanciers dont la loi ne s'occupe pas;

Maintient le règlement provisoire à l'égard de la régie de l'enregistrement (dont la demande en collocation par privilège avait été rejetée).

Mais la Cour, malgré les efforts de M^{re} Liouville et Pigeon, avocats des intimés, et sur la plaidoirie de M^{re} Teste pour la régie, a, conformément aux conclusions de M. Perrot de Chezelles, substitut du procureur-général, rendu l'arrêt suivant :

La Cour, considérant que du rapprochement et de la combinaison des art. 4, 15 et 52 de la loi du 22 frimaire an VII, il résulte que la régie a un privilège pour le paiement des droits de mutation;

Qu'en effet, d'une part, aux termes de l'art. 4, le droit est assis sur les valeurs; suivant l'art. 15, il est perçu sur les biens sans distraction des charges, et d'après l'art. 52 l'Etat a action sur les revenus des biens à déclarer en quelques mains qu'ils se trouvent;

Que si un avis du Conseil-d'Etat, du 4 septembre 1810, approuvé le 21 du même mois, porte que l'action de la régie ne peut être exercée au préjudice des tiers-acquéreurs, ce même avis consacre en termes exprès le principe de l'affectation des revenus au paiement des droits tant qu'il n'y a pas eu aliénation des biens;

Que cette affectation positive, ce gage spécial constitue évidemment une action privilégiée; que le droit de mutation par décès pour lequel, contrairement au droit commun, les co-héritiers sont solidaires, est en quelque sorte un prélèvement en faveur de la régie sur des valeurs déterminées de la succession;

Qu'autrement, l'art. 52 de la loi du 22 frimaire an VII serait absolument sans objet, puisque pour l'exercice d'une créance venant en concurrence avec d'autres, il eût été tout-à-fait inutile d'accorder une action sur les revenus des biens à déclarer, les biens du débiteur étant, d'après les principes généraux du droit, le gage commun de ses créanciers, et les charges d'une succession devant être acquittées sur les biens de cette succession;

Infirme le jugement, et en conséquence ordonne que la régie sera colloquée par privilège.

JUSTICE CRIMINELLE.

COUR D'ASSISES D'ILLE-ET-VILAINE. (Rennes.)

Audience du 18 mai.

COUPS ET BLESSURES D'UN FILS A SON PÈRE. — SINGULIER IDIOTISME.

François Marker est atteint d'idiotisme; mais c'est un de ces idiots qui ne manquent entièrement ni d'intelligence ni de malice. Il distingue très bien ce qui est bien de ce qui est mal, et sait obtenir, à force d'adresse, de ceux qui l'entourent, tout ce qu'il désire. Sentant les ménagements qu'on a pour son infirmité, habitué à de grandes condescendances, il se livre à une foule d'excès répréhensibles; et, quand on lui résiste, il devient violent et se porte à des voies de fait. Aujourd'hui, c'est pour un acte de ce genre, commis contre son père même, qu'il comparait sur le banc des assises.

Les débats ont révélé une foule de traits dans la vie de François Marker, et blâmables, et plaisants. Il aime à boire, mais il n'a pas toujours l'argent nécessaire. Comment se procurer une écuelle de cidre? Il va chez la cabaretière en l'absence du mari; il lui fera un léger vol, ou d'un couteau, ou d'un mouchoir, sûr d'avoir les riens de son côté, et de n'être point traduit en justice pour un pareil fait, en considération de son infirmité morale; mais il ne consentira à restituer l'objet détourné qu'en échange de l'écuelle de cidre qu'il désire. Il a une bonne amie : le propriétaire des vaches qu'il est chargé de garder courtise sa bonne amie et l'empêche de venir au rendez-vous convenu. Pour donner une autre occupation à son rival, les vaches sont lâchées dans le courtin du bourgeois, au milieu des carrés de choux.

Voici des actes d'une plus grande gravité : Il veut bien aller à l'office du dimanche; mais, comme bien d'autres, il aime que l'office soit court. S'il se prolonge, il rit, cause avec ses voisins, change continuellement de place, et trouble les oraisons. Cette conduite lui fit interdire l'église. Pour se venger de M. le recteur, il l'attend à la porte, l'injurie et le bat. Dans une autre occasion, il assaillit le sieur Lallemand, lui porta des coups au point de lui casser la jambe. De pareilles actions lui ont déjà valu un mois d'emprisonnement.

Le 2 février dernier, son père, séparé depuis plus de deux ans d'avec sa femme, revient à la maison conjugale. François, excité à la vérité par sa mère, qui de bonne heure lui a appris à ne voir dans l'auteur de ses jours qu'un despote et un bourreau, se jette sur celui-ci, le frappe, le terrasse, lui fait deux blessures graves. Il fallut l'arracher de dessus sa victime, âgée de 60 ans. Il en a 25. Pour excuse, il dit à l'audience que son père, qui vit avec des concubines, n'était venu à la maison que pour le dépouiller lui et sa mère; que dès l'âge de deux ans il en a éprouvé toutes sortes de mauvais traitements.

Le ministère public fait observer au jury que François Marker, par sa conduite, est devenu un fléau pour les habitants du pays. Il n'est point imbecille au point qu'on puisse l'interdire; mais habitué à ce qu'on lui cède par commisération, il est devenu tracassier, méchant, brutal jusqu'à la violence. Tout idiot qu'on le représente, il ne s'adresse jamais à plus fort que lui; c'est aux femmes, aux vieillards, aux enfants qu'il essaie d'inspirer de la terreur. Une nouvelle correction lui sera profitable.

Le défenseur répond que pour le fait dont il est inculpé, Marker a cédé aux instigations de sa mère. C'est un acte déplorable; mais il en voit l'excuse dans l'état d'idiotisme de l'accusé, que ses réponses, sa tenue à l'audience et son regard fixe, suffisent, suivant lui, pour constater.

Le jury a acquitté.

COUR D'ASSISES DE LA HAUTE-GARONNE.

(Toulouse.)

Audiences des 19 et 20 mai.

FAUSSE MONNAIE.

Jean Payrau, simple garçon meunier, avait manifesté de bonne heure des dispositions pour l'art mécanique; il y avait appliqué toutes ses facultés intellectuelles, et tra-

vaillait, disait-il, à la solution du problème du mouvement perpétuel; il saisissait toutes les occasions d'exercer son esprit observateur; il avait notamment remarqué le procédé facile à l'aide duquel des mouleurs prennent l'empreinte des statues qui décorent le chœur de l'antique église de Saint-Bertrand; ils employaient une certaine qualité de plâtre, délayé avec de l'huile, pour mouler ces bas-reliefs, et Payrau en avait conclu qu'à l'aide d'une semblable composition on pourrait faire des moules propres à la fabrication de la fausse monnaie. Plein de cette idée, il la communiqua à plusieurs personnes, et le bruit en vint aux oreilles du propriétaire du moulin où était employé Payrau; on fit sentir à celui-ci la criminalité de ses projets; il avoua ses propos, mais se défendit des projets qui lui étaient attribués.

Peut-être, en effet, Payrau ne les aurait-il jamais réalisés, s'il ne se fût mis en relation avec Jean-Blaise Dupleich, dit Grangé. Cet individu, qui avait subi une première peine pour vol, dans la maison centrale d'Eysse, y avait rencontré un mouleur qui l'initia grossièrement dans les secrets de la fabrication de la fausse monnaie; ces secrets furent communiqués à Payrau, sa tête s'exalta, il oublia les avertissements de son maître; il fut résolu qu'on ferait de la fausse monnaie.

Mais il fallut d'abord des moules. Payrau, fort de ce qu'il avait vu à Saint-Bertrand, ne demandait que du plâtre tel que celui dont se servaient les mouleurs. Mais l'exécution du projet exigeait le concours de plus de deux personnes, et des avances que ni Payrau, ni Grangé ne pouvaient faire. On s'associa Bertrand Dupleich et Dominique Dupuy, femme Ollé; celle-ci devint aussitôt le principal fauteur de cette entreprise, ce qu'on attribua au dérangement complet de sa fortune et à la vivacité de son imagination, qui lui faisait entrevoir dans l'avenir des bénéfices considérables; que pour les expliquer d'avance, elle disait qu'elle avait traité avec le diable. Tout annonce que dès lors Jeanne-Marie Save, dite Tourras, fut aussi affiliée aux faux monnayeurs.

On avait eu l'adresse d'un marchand de plâtre à Toulouse, qui ne put donner la qualité qu'on lui demandait; on fut obligé d'avoir recours à la fabrique de M. Fouqué, à Valentine. Ce fut Bertrand Dupleich qu'on chargea d'y acheter le plâtre; ce fut encore lui qui acheta à Saint-Gaudens une partie de l'étain qu'on voulait convertir en argent. Ainsi munis des matières premières, on se réunissait chez Dominique Dupuy; là, furent fabriqués les moules; là, furent faits les premiers essais. D'autres essais particuliers furent faits chez chacun des accusés; et il est certain qu'il en résulta des pièces de 5 fr. assez bien imitées pour faire illusion à des personnes préoccupées, inattentives ou peu familiarisées avec la monnaie d'argent.

Le bruit se répandit que de fausses pièces circulaient dans le pays; et en effet, le 9 mars dernier, au marché de Montrejean, plusieurs de ces pièces furent émises. Dominique Dupuy, Bertrand Dupleich et Jeanne-Marie Save, qui avaient pris leur repas chez l'aubergiste Mézan, furent les auteurs de cette émission; ils firent une infinité d'acquisitions; et tandis que l'un d'eux présentait au marchand une pièce fautive, les autres l'occupaient ailleurs. A la suite de ces manœuvres, Dominique Dupuy, Bertrand Dupleich et Marie Save furent arrêtés. Payrau le fut au moment où il franchissait la frontière; Jean-Blaise Dupleich, dit Grangé, a échappé aux poursuites de la justice.

Dominiquette avait caché dans un sac, que l'on retrouva, tous les instruments du crime. Après plusieurs dénégations, Payrau a avoué le fait et donné tous les détails sur la fabrication; seulement il dit que, quant à lui, il a voulu faire un essai propre à exercer son talent et à l'honorer.

Aussi Jean Payrau, garçon meunier, âgé de quarante ans, Dominique Dupuy, femme Ollé, âgée de trente-six ans, ménagère; Bertrand Dupleich, dit Guillaumou, âgé de vingt-un ans, tailleur de pierres; et Marie-Jeanne Save, dite Tourras, ouvrière, âgée de dix-huit ans, tous originaires de Pointis-de-Rivière, arrondissement de Saint-Gaudens, comparaissent-ils sous l'accusation de fabrication et d'émission de fausse monnaie d'argent ayant cours légal en France.

Après le réquisitoire de M. le procureur-général Romiguères, M^e Pirel de Truilhas a démontré la monomanie de Payrau, son client, et la nécessité de son relâche.

M^e Daste a plaidé pour Dominique Dupuy seulement les circonstances atténuantes.

M^e Martin a défendu Bertrand Dupleich et Jeanne-Marie Save.

Le jury ayant déclaré Payrau, Dominique Dupuy et Bertrand Dupleich coupables d'émission de fausse monnaie, la Cour a condamné Payrau à 4 années de réclusion, Dominique Dupuy à six années de réclusion, et Dupleich à 5 ans de la même peine. Jeanne-Marie-Save a été mise en liberté.

2^e CONSEIL DE GUERRE DE PARIS.

(Présidence de M. Boullé, colonel du 6^e régiment de ligne.)

Audience du 3 juin.

MEURTRE D'UN CHASSEUR A CHEVAL PAR SON CAMARADE. — SUITES FATALES DE L'IVRESSE.

Au commencement du mois d'avril dernier, au moment où le 1^{er} régiment de chasseurs à cheval, en garnison à Lille, allait se rendre vers deux heures au piquetage des chevaux, le bruit se répandit qu'un meurtre venait d'être commis par un chasseur sur un de ses camarades. Aussitôt l'ordre fut donné de s'emparer de l'auteur de ce crime et de faire une enquête. On apprit qu'à la suite d'une légère altercation entre les deux chasseurs Fromont et Dufour, celui-ci s'était précipité sur son sabre et en avait frappé son camarade d'un coup de pointe dans la région épigastrique du côté gauche. Il fut arrêté, et aujourd'hui comparait devant le Conseil de guerre.

L'accusé est un jeune homme de 22 ans; son regard est vif et sa parole brève. Il paraît pénétré de repentir, car on voit des larmes couler de ses yeux.

M. le président : Par quelles fâcheuses circonstances avez-vous été porté à frapper votre camarade de deux coups de poing d'abord, puis à aller au ratelier chercher votre sabre pour en frapper Fromont, qui était sur son lit, sans arme et sans défense?

L'accusé : Je ne sais, quelle malheureuse idée m'a poussé.

M. le président : Est-ce que vous étiez ivre?

L'accusé : Il n'y a que cela, mon colonel, qui m'a fait faire la chose, car si j'avais su ce que je faisais, je n'aurais pas tiré mon sabre pour en frapper un camarade. Le matin, j'avais rencontré dans la rue Saint-André un chasseur avec des parents et des amis qui lui faisaient fête; ils m'ont fait boire, et malheureusement je me suis laissé aller à cette bonne occasion que le bourgeois payait. Puis, quand je suis rentré au quartier... Je ne me rappelle plus rien.

M. le président : Pouvez-vous nous dire ce que vous avez fait le lendemain?

L'accusé : Oui, mon colonel, quand on m'a conduit au cachot, on m'a dit que c'était pour un meurtre; pour savoir la vérité, j'ai demandé à aller voir mes camarades dans ma chambre; alors on m'a dit que j'avais donné un coup de pointe à Fromont, qui en était mortellement blessé.

M. Mévil, commandant-rapporteur : L'accusé n'a-t-il pas écrit aussitôt au colonel de son régiment une lettre, dans laquelle il confesse son crime et en demande pardon?

L'accusé : Oui, Monsieur, et je la confirme.

Le greffier donne lecture de cette lettre qui est ainsi conçue :

« Mon colonel,

« Je prends la liberté de vous écrire. Hélas! peut-être que vous ne daignerez pas écouter un malheureux infortuné, celui qui dans un moment de vivacité a donné un coup de sabre à son camarade. Moi, frapper un camarade à mort; moi, qui n'ai jamais tiré le sabre sur personne! Quel malheur! un jour, une heure, un instant d'oubli m'a fait commettre ce crime... C'est à vous, mon colonel, que j'adresse mes vœux et mon repentir. Vous êtes mon juge, mon père; vous daignerez jeter des yeux de pitié sur un de vos enfants; car je vous appartiens comme soldat.

« Pensez, colonel, à une famille malheureuse qui va être pour toujours déshonorée... J'implore ma grâce pour elle; ne la déshonorez pas; que je sois puni sans qu'il en rejaille rien sur elle, et ce sera bonne justice. Soyez touché de mon repentir. J'étais sans connaissance quand j'ai commis cet homicide; l'ivresse! l'ivresse! voilà mon malheur... Soyez certain, mon colonel, que vous me voyez devant vous, prosterné à vos genoux, demandant grâce comme le plus repentant de tous les criminels; car je me traite ainsi, quelle que soit la malheureuse situation qui m'a entraîné à commettre ce crime. J'espère en votre justice autant qu'en votre bonté.

« J'ai l'honneur, etc.

« Lille, le 14 avril. »

DUFOUR.

M. le président à l'accusé : Vous n'avez rien à ajouter à ce que vous venez de dire?

L'accusé, avec émotion : Aussitôt que la réflexion me vint, et que j'appris que Fromont était en danger de mort, je sentis le repentir se glisser dans mon cœur, et j'écrivis à mon colonel sous l'impression du sentiment que j'éprouvais.

M. Mévil, commandant-rapporteur, a conclu à l'application de la peine portée par le Code pénal.

Le défenseur de l'accusé s'est attaché à démontrer que le chasseur Dufour n'avait eu nullement l'intention criminelle de frapper mortellement son camarade Fromont; que quelque blâmable que soit l'action qui lui est reprochée, on ne peut méconnaître qu'elle ait été commise par imprudence et maladresse, et que dès lors l'accusé n'est passible que d'une simple peine correctionnelle.

Le Conseil, après un quart-d'heure de délibération, a déclaré l'accusé coupable seulement d'homicide par imprudence, et l'a condamné à deux ans de prison.

POLICE MUNICIPALE DE PARIS.

(Présidence de M. Marchand, juge-de-peace du 9^e arrondissement.)

Audience du 6 juin.

LE PAGANINI PROLÉTAIRE.

Le talent court les rues. Ce proverbe n'est pas neuf; mais demandez au flâneurs, ils vous diront qu'il est toujours vrai. Qui n'a plus d'une fois perdu son temps à faire groupe autour d'un concert en plein vent? On y trouve souvent un ensemble plus parfait, une exécution plus hardie qu'on n'en aurait rencontré dans bien des théâtres. Quel est celui qui dans les environs de la Bourse, et notamment dans la prolongation de la rue Vivienne, n'a pas eu occasion de perdre une heure sans la regretter, aux solos de violon du Paganini des rues? Un excellent instrument, dernière ressource du musicien ambulant, six bouts de chandelle posés sur le sol, un cercle d'auditeurs à quadruple rangée, voilà la fortune, la salle de spectacle et le public de Lefèvre. Lefèvre est l'écoquace, il parle toujours dans les prologues et les intermèdes; il vante son talent, prend beaucoup de tabac, accuse le sort, et fait de fréquents et burlesques appels à la générosité de son auditoire. On est souvent tenté de rire et de se moquer du pauvre diable; mais il a pris son archet; il commence... On ne rit plus, on est tout oreilles; et plus d'un assistant délicieusement ému, maudit le fiacre importun qui vient, par son passage, faire une basse inharmonieuse aux touchants accords du virtuose ambulant. Il a fini et l'on écoute encore!

« Paganini, dit-il, maestro Paganini, gagne 10,000 fr. par soirée; il me faut 50 sous à moi pour souper; croyez-vous, Messieurs, que je ne vaille pas bien 50 sous? Oh si chacun de ceux qui ont eu l'air d'avoir du plaisir à m'entendre me donnait seulement un liard, ma fortune

serait faite. » Puis il pousse un gros soupir et recommence.

Le 11 mai dernier, Lefèvre venait de préluder, lorsque des agents de police lui demandèrent sa permission, il n'en avait pas. « Depuis vingt-cinq, dit-il, je joue sans permission. » Ses observations furent inutiles, il était en contravention. Il fut conduit à la Préfecture de police, où il a depuis reçu une assignation pour comparaître au tribunal d'aujourd'hui devant la police municipale. Lefèvre a préparé ses moyens de défense. Il espère beaucoup en la publication de la *Gazette des Tribunaux* et (les méchants qu'ils sont!) ceux-ci ont été tentés d'abord de se mettre à rire en écoutant les lamentations de l'artiste; mais il avait apporté avec lui son violon, et en quelques instans il a su les faire repentir de leur malicieuse velléité. Il s'est retiré, plein de joie et d'espoir, et leur a laissé une manifeste suivant, qui semble destiné à donner un démenti à M. Jourdain, lorsqu'il dit à Toinette : que tout ce qui est vers n'est pas prose. Ce mémoire, que tous reproduisons, sans y rien changer, semble en effet tenir un juste milieu entre la prose et les vers. Le voici :

Paganini, le prolétaire!

Habitans de Paris et même de la France,
Ne connaissez-vous pas ce violon par excellence,
En un mot l'ex-artiste du théâtre Saint-Martin?
La faiblesse de vue dont il est atteint
L'oblige et le force à prostituer ses moyens
En plein vent! Croyez-le, depuis la liberté
(Celle de 1830), il est pour la deuxième fois arrêté.

Ici Paganini le prolétaire semble avoir voulu s'affranchir des entraves de la rime, c'est un genre de poésie à lui, ou, si l'on veut, une imitation perfectionnée du genre romantique; c'est ce qu'il appelle son style musical, et il faut l'entendre débiter cette supplique comme s'il la jouait sur le violon; il continue :

Savez-vous pourquoi? voilà le fait : ce philosophe
Par caractère se trouvant, sous tous les rapports
Au-dessus de ces gens que l'on n'entend que
Trop dans la capitale, et ne voulant pas être
Classé dans cette catégorie, crut devoir se
Dispenser d'une permission. Qu'arriva-t-il? ce
Disciple d'Apollon, à peine sorti de l'hospice,
Cherchant par son travail ordinaire à adoucir
Sa convalescence, fut le 11 mai dernier
Modestement conduit à la Préfecture!

La police ignorait-elle que depuis
Vingt-cinq ans ce virtuose se faisait entendre sur
La voie publique. Le Paganini-
Prolétaire n'en fut pas moins, (hé qu'importent
Les égards dus aux malheureux!) sequestré
En prison.

C'est le 6 juin, heure de midi
Qu'il doit venir ce Paganini
Comparaître devant justice
Amis des arts soyez-lui propice.
Ne soyez pas sourds à la voix de cet honnête prolétaire
Et daignez sous le rapport de la philanthropie
Adoucir sa position précaire.

N. B. Un de nos meilleurs poètes patriotiques dont on regrette le silence, a fait don à cet artiste d'un de ses ouvrages inédits, ayant pour intitulé : *la Gloire et la Fortune*. Ce chant, avec accompagnement de piano ou guitare, par J. G. Lefèvre, paraîtra le 4^{er} juillet 1833. Chaque exemplaire sera distribué à ses bienfaiteurs à titre de reconnaissance.

Aujourd'hui, aux débats, Lefèvre ne fait que répéter ces moyens de défense en les développant. « Jamais, dit-il, on n'a pensé à m'arrêter; jusqu'ici les agents de police comme les autres ne songeaient qu'à m'écouter au lieu de me courir sus comme sur un malfaiteur. Il paraît que depuis quelque temps ces messieurs n'aiment plus la musique. »

M^e Wollis, présent à la barre, prend la défense du Paganini ambulant. Il annonce que des personnes charitables s'occupent en ce moment de lui faire obtenir une permission. « Lefèvre, ajoute-t-il, est digne à tous égards de l'intérêt du Tribunal; c'est un homme qu'il ne faut pas confondre avec ces musiciens nomades, ces comiques de carrefour auxquels la police accorde ou refuse à son gré des permissions de saltimbanques. L'orgueil de l'artiste s'est révolté contre les démarches à faire pour obtenir une pareille permission. Il est fier du nom que le peuple lui a donné. « Paganini le prolétaire, dit-il, n'est pas fait pour porter à sa boutonnière une permission de saltimbanque. » Au reste, les démarches nécessaires seront faites en sa faveur, nous en prenons l'engagement. »

M. Laumond, organe du ministère public, a conclu au renvoi de la cause pour donner au prévenu le temps d'obtenir la permission qui lui est nécessaire. M. l'avocat du Roi a du reste avoué en souriant qu'il s'était lui-même fréquemment rendu complice du contrevenant en s'arrêtant comme les curieux pour l'écouter, et qu'il avait admiré son talent.

Le Tribunal a remis la cause au mois pour que Lefèvre ait à justifier d'une permission obtenue.

CHRONIQUE.

DÉPARTEMENTS.

MM. Liechtenberger, avocat; Martin, avocat; Schneegans, avoué; Victor Schertz, négociant; Richard, aubergiste; Page, rentier; Coulmann, officier en retraite; Eissen, docteur en médecine; Louis Kob, ancien négociant; Baltzinger, boulanger; Ammel, négociant; Fardel, cafetier, comparaissent le 1^{er} juin devant le Tribunal correctionnel de Strasbourg, comme prévenus, les quatorze premiers, d'avoir fait partie d'une association dite *Cercle patriotique*, dissoute par arrêté du préfet du Bas-Rhin, en date du 15 avril dernier; et le quinzième de s'être rendu complice de ce fait, pour avoir loué scientiellement le local dans lequel se réunissait la société, et avoir continué son bail depuis le 15 avril, jour de la notification de l'arrêté du préfet.

Interrogés sur le but de cette société, les prévenus ont

déclaré qu'elle avait été formée pour lire les journaux, faire la partie et prendre des rafraîchissements. Ils ont ajouté qu'un comité existait dans la société comme dans chaque casino; que jamais le Cercle ne s'était occupé de politique comme Cercle; que chacun de ses membres avait pu s'en occuper individuellement. Six des prévenus sont membres du conseil municipal de Strasbourg.

MM. Liechtenberger, Schneegans, Martin, et Detroves, ont successivement pris la parole contre la prévention, en soutenant que la société du Cercle patriotique ne constituait pas une association.

M. Gérard, procureur du Roi, a soutenu la prévention et la légalité de la conduite de l'administration.

La réplique de M. Liechtenberger a provoqué dans l'auditoire des applaudissements et des bravos qui ont obligé M. le président à faire évacuer la salle. Toutefois, une demi-heure après, à la reprise de l'audience, les portes ont été ouvertes au public, et aucun trouble n'est venu de nouveau entraver les débats.

Le Tribunal, après un long délibéré, a renvoyé l'affaire au 5 juin, et ce jour-là il a prononcé son jugement par lequel tous les prévenus ont été renvoyés de la plainte. Le ministère public a interjeté appel devant la Cour royale de Colmar.

On assure que ce jugement a été prononcé après partage. Dans des occasions semblables on a vu le président (notamment à la Cour royale de Paris, dans l'affaire du *Courrier français*, sous la restauration) se borner à dire sans autres motifs : *La Cour déclare qu'il y a partage*. Le jugement de Strasbourg, au contraire, ne faisait point mention du partage, et était longuement motivé. C'en est là, au reste, qu'une question de forme, puisqu'au criminel le partage équivaut à l'acquiescement.

Le 2 juin, vers les trois heures de l'après-midi, M. M..., ancien huissier à Bordeaux, ayant l'intention de se noyer, s'est rendu à Bacalan, où, après avoir déposé ses effets dans une voile, il s'est jeté à l'eau. La violence du courant a rendu les secours inutiles. Cet homme, père de deux enfants, a eu la précaution de laisser son nom et son adresse dans l'embarcation d'où il s'est précipité.

Un suicide, accompagné de circonstances extraordinaires, a eu lieu ces jours derniers dans la maison d'arrêt d'Hazebrouck (Nord). La nommée Plouviez (Henriette-Catherine), âgée de 46 ans, de Merville, en arrestation depuis quelques jours, pour vol de poulets, a été trouvée le matin morte dans son lit et baignée dans son sang. Elle s'était fait au ventre, à l'aide d'un instrument tranchant, une ouverture assez longue et très profonde; la pointe de l'instrument a été dirigée vers le cœur, qui, toutefois, n'a pas été atteint. Plusieurs autres prisonnières étaient couchées dans la même chambre, la plupart n'ont rien entendu. Trois d'entre elles seulement affirment avoir entendu la femme Plouviez murmurer sourdement vers quatre heures du matin ces mots : « Ah ! mon Dieu, quel malheur ! » Ce n'est qu'après d'assez longues recherches que l'on est parvenu à découvrir l'instrument dont elle avait dû se servir; il était caché au-dessus de son lit dans les tuiles du toit; c'était son couteau de poche. Depuis son arrestation, cette femme avait donné quelques signes d'aliénation mentale.

PARIS, 6 JUIN.

— La Cour royale (1^{re} chambre) en confirmant un jugement du Tribunal de première instance de Paris, a déclaré, par arrêt du 6 juin, qu'il y avait lieu à l'adoption de M. Oscar Desforges-Pariset par M. le docteur Pariset (Etienne).

— Une affaire de discipline, concernant un avocat, devait être portée aujourd'hui devant la même Cour, toutes les chambres assemblées. Mais cette affaire a été continuée à trois semaines.

M. Berryer père se présentait comme conseil de l'avocat inculpé.

— La Cour royale (1^{re} chambre), présidée par M. le président Miller, a procédé au tirage des jurés pour les assises de la Seine qui s'ouvriraient le 1^{er} juillet prochain, sous la présidence de M. le conseiller de Bastard. En voici le résultat :

Jurés titulaires : MM. Casimir, imprimeur; Pringuet, marchand de papiers peints; Taveau, propriétaire; Gillet, marchand de vin; Neuforge, professeur au collège Charlemagne; Girardin, marchand de draps; Lamaille, pharmacien; Constant, receveur de rentes; Brunel-Denon, propriétaire; Vaisière de Saint-Martin-Valogne, fabricant de gants; Delorme, propriétaire; Borde, négociant; Robert, carrossier; Bloch, confecteur d'habillements; Morisseau, ancien notaire; Palyart, avocat; Jodice, licencié en droit; Chaix-d'Est-ange, architecte; Belland, avoué; Poisson, membre de l'Institut; Lelong, architecte; Riant, marchand de fer; Fissot, marchand de nouveautés; Peraudin, médecin; Adeline, propriétaire; Hautin, négociant; Languet, marbrier; Petit, docteur en médecine; Lemarchant, propriétaire; Monlard, administrateur de la Monnaie; Peltier, capitaine retraité; Delafosse, horloger; Corby, tailleur; Monginot, marchand de porcelaine; Noël, propriétaire; Ménétrier de Courcure, propriétaire.

Jurés supplémentaires : MM. Belestia, courtier de commerce; Dronot, adjoint de maire; Damoulin, papetier; Morisot, fabricant de papiers peints.

— La Cour de cassation (chambre criminelle) a décidé aujourd'hui, en cassant un jugement du Tribunal de simple police de Pau, que l'exposition en vente d'un pain ne que le juge-de-peace ne peut, sans violer la loi, admettre l'excuse de ce que la cuisson remonte à plusieurs jours.

Dans le même arrêt, la Cour a également cassé ce jugement par un moyen de forme, en se fondant sur ce que le juge-de-peace avait entendu sur la dessication du pain un expert sans prestation préalable de serment.

— L'affaire de la *Déclaration royale*, dans laquelle M.

Berryer devait plaider pour la *Quotidienne*, et M^e Hennequin pour la *France* et la *Gazette de France*, avait attiré à la Cour d'assises beaucoup de monde. Mais grand a été le désappointement lorsque M. le gérant de la *Quotidienne* a demandé une remise à la Cour, en se fondant sur l'absence forcée de M^e Berryer. Cette remise a été accordée par la Cour, et a entraîné celle des trois affaires ensemble, attendu leur connexité; elles ont été renvoyées à l'une des prochaines sessions.

— Le Tribunal était saisi ce matin d'une question qui intéresse les personnes préposées dans les lieux publics, à la garde des cannes, manteaux, etc... Voici le fait :

M. Fay se rendit, avec deux de ses amis, au bal Muzard : à l'entrée, les trois jeunes gens remettent leurs manteaux et redingotes à M. Morin, préposé, lequel, en échange, remet un unique numéro pour les trois objets. A trois heures du matin, ces messieurs veulent sortir; on leur rend un paquet; mais il n'y avait plus que deux manteaux, et la redingote de M. Fay avait disparu. M. Fay a assigné M. Morin en paiement de la somme de 150 fr., pour prix de la superbe redingote, cape de nègre, toute neuve, avec collet, parements de velours, brandebourgs, etc.

M^e Carteret, son avocat, a demandé à être autorisé à prouver par témoins que M. Say avait réellement déposé sa redingote au bureau de M. Morin, et qu'elle ne s'était plus retrouvée dans le paquet qui a été rendu.

L'avocat de M. Morin a soutenu que la preuve testimoniale n'était pas admissible en pareille matière; qu'il y avait là une preuve d'une nature toute spéciale, et qui consistait dans la représentation d'un numéro correspondant à celui sous lequel l'objet réclamé avait été déposé; qu'en dehors de cette preuve unique et seule autorisée, il n'y avait pas lieu d'entendre des témoins.

Malgré ces raisons, le Tribunal a ordonné que M. Fay serait autorisé à faire preuve des faits par lui articulés.

A la huitaine suivante, les témoins entendus ont confirmé les faits articulés par le demandeur, et M. Morin a été condamné au paiement de la superbe redingote cape de mauve.

— Les individus arrêtés dans les rassemblements de la Porte-Saint-Martin arrivent, par coupes réglées, sur les bancs de la police correctionnelle. La 7^e chambre s'est encore occupée aujourd'hui de ces affaires.

Les sieurs Bruc, menuisier, 26 ans; Oyer, cordonnier, 34 ans; Mignot, perruquier, 22 ans; Mayeux, émailleur, 27 ans; Marteret, commissionnaire, 24 ans; Noisel, marchand de vin, 18 ans; Lemire, ébéniste, 22 ans; ont été acquittés.

Les sieurs Aimé, brossier, 22 ans; Fechen, imprimeur, 49 ans; Foulon, fondeur, 17 ans; Guillaume, ébéniste, 25 ans; Jacquart, cordonnier, 30 ans; Wanstenskistke, cordonnier, 28 ans; Vasy, tailleur de cristaux, 24 ans, ont été condamnés à six jours de prison.

Angrot, tourneur, a été condamné à huit jours de prison.

Le sieur Barini, fumiste, est comparu le dernier sous la même prévention.

M. le président : Qu'avez-vous à répondre?

Barini : J'ai à dire que les exempts ont quasiment causé la mort d'un innocent.

M. le président : Expliquez-vous?

Barini : Voilà : J'étais sorti pour acheter de la chair à saucisses pour la pâtée de mon chat... (On rit) et au moment où je rentrais, on m'a arrêté moi et ma chair à saucisse... Si bien que mon pauvre chat a manqué de mourir de faim... Mais ça m'a arrangé tout de même, car moi, qui n'avais pas soupé non plus, je me suis accommodé au violon de la pâtée de mon chat. (Hilarité).

Barini a été acquitté.

— Joséphine et Julie, gentilles et élégantes couturières de la Chaussée-d'Antin, se promenant, par un des beaux jours de ce printemps, furent alléchées par les nouvelles étoffes si gracieusement étalées dans le magasin de nouveautés du boulevard à la mode, et ne purent résister à l'envie de les examiner le plus près possible. Que de tentations Paris n'offre-t-il pas au cœur des jeunes filles !

« Dieu ! qu'Ernest serait content, s'écria Julie, s'il me voyait figurer, avec une robe comme cela, aux quadrilles à Tivoli ! — Ma chère, je le conçois, tu serais la Taglioni de l'endroit; mais il n'y a qu'une difficulté; c'est que tu n'as pas le sou. — Qu'est-ce que ça fait ? entrons toujours, nous verrons; la vue n'en coûte rien, comme disent les marchands; nous ferons notre choix; et puis, je le dirai à Ernest; il touche son mois dans 4 ou 5 jours. — Allons, entrons, dit Joséphine, puisque c'est comme ça; j'en choisirai une pour moi aussi, et je dirai à mon cher Polyte de venir me l'offrir. »

Entrées dans le magasin de M. Gallois, rue Duphot, n^o 24, nos deux jeunes filles se firent montrer tout ce que nos fabricants ont produit de plus nouveau; mais le patron et l'inspecteur du magasin remarquèrent que M^{lle} Julie, anticipant sur l'offre future d'Ernest, avait fait choix d'une robe de mousseline à grands ramages et d'un châle d'été qu'elle avait glissés dans son cabas à l'insu du jeune commis. Bientôt Joséphine et Julie s'éloignèrent en disant : « Nous reviendrons un autre jour. » O mesaventures ! elles rencontrèrent dans l'escalier M. Gallois, qui trouva dans le cabas de M^{lle} Julie une robe et un châle qui n'avaient été ni vendus ni donnés, et qu'il se fit restituer devant le commissaire de police.

Aujourd'hui, devant la 6^e chambre, les deux grisettes déclarent en sanglotant être âgées l'une de 21 ans et l'autre de 23 ans, et demeurer ensemble rue Caumartin; leur mise est à la fois simple et élégante; leur repentir paraît si sincère que l'auditoire en est ému; M. Gallois lui-même, en entendant le duo larmoyant, s'est attendri, et n'a déposé que pour obéir à justice.

Julie, dont un mouchoir dérobe les jolis traits, déclare en pleurant que son amie est innocente. « C'est moi, dit-elle, qui suis coupable; c'est une idée qui m'a pris comme

un caprice à une femme grosse. (Se tournant vers Joséphine, qui pleure aussi.) Oh ! ma pauvre amie, que je suis donc chagriné d'avoir ainsi compromis ton honneur ! je t'en demande pardon. (Quelques rires dans l'auditoire.)

Le défenseur, se tournant vers le public, et à demi-voix : C'est indigne d'un peuple civilisé !

Julie, reprenant : Et à vous aussi, Messieurs de la justice, j'en demande bien pardon; c'est une première faute, je vous l'assure; j'appartiens à des parents qui m'ont donné une bonne éducation; je ne succomberai plus à la tentation d'avoir une jolie robe autrement que par le travail.

M. l'avocat du Roi soutient la prévention à l'égard de Julie, et réclame néanmoins pour elle l'indulgence du Tribunal; il l'abandonne à l'égard de Joséphine, qui lui fait une très gracieuse révérence en signe de remerciement.

Le Tribunal prononce l'acquiescement de Joséphine, et condamne Julie à deux mois d'emprisonnement.

— Une affaire d'abus de confiance et de voies de fait de peu d'intérêt a été marquée aujourd'hui à la 6^e chambre de police correctionnelle par un incident qui mérite d'être rapporté.

L'huissier appelle un témoin; c'est M. Le Bailly de Grainville. Il répond aux questions d'usage, et prend le titre de professeur de sciences scientifico-politiques.

M. le président : Levez la main; vous jurez de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité, rien que la vérité.

M. Le Bailly de Grainville reste immobile, comme s'il n'avait pas entendu.

M. le président, parlant plus haut : Levez la main et dites : Je le jure.

M. Le Bailly de Grainville : Je vous ai bien entendu; mais je vous déclare que je ne me prêterai pas à cette cérémonie que l'on appelle serment.

M. le président : Vous êtes cité comme témoin et vous devez obéir à la loi.

M. Le Bailly de Grainville : Je suis cité pour comparaître, et je compare, voilà comment j'obéis à la loi. Je n'admets pas qu'elle puisse contraindre à prêter serment. Une pareille disposition serait tyrannique des consciences.

M. Fayolle, avocat du Roi : J'invite le témoin à réfléchir sur les conséquences de son refus; car s'il y persiste, je me verrai forcé, aux termes de la loi, de requérir l'application de la peine qu'elle prononce.

M. Le Bailly de Grainville : Je renouvelle ma déclaration que je ne me prêterai point à cette cérémonie-là; et que si une peine est prononcée contre moi, je la subirai comme un fait et non comme une condamnation de justice.

Une voix, au barreau : Il est Quaker.

M. Fayolle, avocat du Roi : Si le témoin appartient à une religion qui lui défende de prêter serment selon la forme ordinaire, qu'il le déclare, le Tribunal pourra apprécier les motifs de son excuse et décider que le serment sera prêté d'une autre manière.

M. Le Bailly de Grainville : J'ai trop écrit là-dessus, et tous mes ouvrages ont acquis trop de publicité pour que mes opinions sur les serments aient besoin d'être exposées ici. Je déclare que je n'ai autre chose à dire au Tribunal, si ce n'est que je ne me prêterai pas à cette cérémonie-là.

M. l'avocat du Roi : Vous voulez donc me contraindre à requérir contre vous...

M. Le Bailly de Grainville : Le public sera juge des raisons saintes qui agissent sur ma conscience, et des motifs qui vous font, vous organe du ministère public, invoquer une loi que je me borne dans cette enceinte à qualifier de rigoureuse.

M. l'avocat du Roi, vivement : Le public n'est pas mon juge, Monsieur; ne vous écarterez point des convenances.

M. Le Bailly de Grainville : C'est Dieu, Monsieur, qui est votre juge et le nôtre. Il pénètre dans le fond de ma conscience; il en voit toute la pureté. Cité pour comparaître en justice, comme témoin, je compare; on n'a pas autre chose à exiger de moi.

M. l'avocat du Roi, avec obligeance : Si la partie, qui a fait citer ce témoin, insiste pour qu'il soit entendu, je vais requirer la peine.

La partie plaignante : Je n'insiste pas; j'avais fait citer Monsieur pour déposer sur un fait peu important.

M. le président : Témoin, vous pouvez vous retirer; mais rappelez-vous que la loi est obligatoire pour tout le monde, et que chacun lui doit obéissance.

M. Le Bailly de Grainville retourne à sa place; il paraît très satisfait, et un bravo se fait entendre dans le fond de l'auditoire.

A ce témoin succède un autre témoin qui, d'après le ton solennel avec lequel il répond à M. le président, paraît attacher une grande importance à son âge et à ses prénoms.

M. le président : Vos nom et prénoms ?

Le témoin, d'une voix sonore : Delaruelle, Jean-Jacques Rousseau.

M. le président : Votre âge ?

Le témoin, sur le même ton : Né en messidor 93, c'est-à-dire 42 ans.

— M. Lafontaine, commissaire de police, attaché à la préfecture, au bureau des délégations, vient de passer au commissariat du quartier Saint-Jacques, en remplacement de M. Lenoir, nommé pour succéder à M. Bro, dans le quartier du Louvre. M. Bouillon, aussi commissaire de police, attaché aux délégations, est chargé par interim du service du quartier Feydeau, fonctions que remplissait M. Masson, récemment appelé au quartier du Mont-de-Piété, en l'absence de M. Derode, retenu depuis plusieurs mois près de la Chambre des pairs.

— On se souvient que la *Gazette des Tribunaux*, dans son numéro du 10 mai, a fait connaître l'acte de probité d'une femme Hérard, marchande de pains d'épices, rue Beaurepaire, 6, qui ayant trouvé sur la voie publique

49 pièces d'or, les déposa chez M. Sonier - Desfort, commissaire de police du quartier Montorgueil. Cette somme assez attrayante pour être réclamée, se trouve encore cependant à la Préfecture de police. Il n'y a même aucune plainte établissant qu'elle ait été volée. Aux termes de l'art. 2279 du Code civil, la somme perdue ou volée peut être revendiquée dans les trois années; mais l'administration qui reçoit ces sortes de dépôts volontaires est dans l'usage de les remettre aux déposants à l'expiration d'une année, sauf toutefois l'obligation qu'on leur fait prendre par écrit, de rendre la chose trouvée, le cas advenant, à celui qui justifierait en être le légitime propriétaire.

Nous nous empressons d'annoncer la publication de la 2^e livraison du *Dictionnaire général et raisonné ou Répertoire abrégé de législation, de doctrine et de jurisprudence*, par M. Armand Dalloz jeune, et par plusieurs jurisconsultes. Cette livraison est d'une grande richesse. Nous y avons remarqué principalement les articles *Chose jugée, communauté, commune, compétence, contrainte par corps, Cours d'assises et jury*. Les articles *Conflit, compétence administrative, Con-*

seil d'Etat, contributions directes, prouvent que l'auteur ne donne pas moins de soins à la jurisprudence administrative qu'à celle des Tribunaux ordinaires. Nous rendrons compte d'une manière plus développée de cette vaste composition, dédiée par l'auteur à M. Dalloz aîné son frère, et qui embrasse l'ensemble du droit, de la doctrine et de la jurisprudence jusqu'à l'année 1855. (Voir aux Annonces.)

M. Rendu, membre du conseil royal de l'instruction publique, vient de publier, sous le titre de *Code universitaire*, le recueil des lois, ordonnances, réglemens, statuts et arrêts dont se compose la législation actuelle sur l'instruction publique en France. Cet ouvrage est nécessaire, non-seulement aux fonctionnaires de l'Université et aux hommes de loi, mais encore à toutes les personnes appelées à discuter à la session prochaine la loi qui doit être présentée sur l'instruction secondaire. On le trouve à la librairie de L. Hachette, rue Pierre-Sarrasin, 42, à Paris. (Voir aux Annonces.)

M. Paul Dewint vient d'entrer dans le monde littéraire par une production assez remarquable : le *Prévôt de Paris en 1580*, roman historique. (Voir aux Annonces.)

Le numéro du 50 avril de la *Revue rétrospective* renfermait

le complément de la curieuse Correspondance secrète de Marie-Antoinette avec Léopold II, Burke et autres personnages étrangers, document du plus haut intérêt pour l'histoire de notre révolution, et le procès-verbal d'arrestation et de premier interrogatoire de Charlotte Corday. Le numéro du 51 mai contient une foule de pièces également dignes de piquer la curiosité. Nous avons particulièrement remarqué des rapports sur la surveillance exercée par la police sur un ambassadeur étranger à Paris, et une lettre de M. le prince de Talleyrand, sur l'arrestation du duc d'Enghien. (Voir aux Annonces.)

Nous annonçons aujourd'hui la mise en vente du dernier volume du *Livre des Conteurs*. M. de Balzac a composé pour ce volume une nouvelle, tous le titre de *Melmoth réconcilié*. (Voyez aux Annonces.)

Le Rédacteur en chef gérant, DARMAING.

Erratum. — Dans notre numéro d'hier, nous avons omis d'indiquer le prix et le format du *Traité du prêt sur hypothèque*, par M. de Delamontre, ancien notaire. Cet ouvrage, qui se trouve chez Videcoq, place du Panthéon, 6, forme un volume in-8°. Prix : 6 fr. 50 c.

MELMOTH RÉCONCILIÉ

PAR M. DE BALZAC.

Suivi de trois Nouvelles, par MM. FOUCHER, J. SANDEAU et FRÉDÉRIC SOULIE.
1 vol. in-8°; 6^e et dernier du *Livre des conteurs* : 7 fr. 50 c. Paris. LEQUIEN fils, quai des Augustins, n. 47.

LOUIS ROSIER, ÉDITEUR, 19 ET 25, RUE GUÉNÉGAUD.

LE PREVOT DE PARIS,

PAR PAUL DE WINT.

Un volume in-8°. — Prix, 7 fr. 50 cent., et franco, 8 fr. 75 cent.

REVUE RÉTROSPECTIVE.

N^o V, 2^e Série, 31 mai 1835. — I. Lettres à la marquise d'Uxelles, par M^{me} de Maintenon, Larocheffoucauld, etc. — II. Surveillance par la police de l'ambassadeur de Prusse à Paris. — Relation de la mort de Richard II. — IV. Bataille de Coutras. — V. Cadavres trouvés à la Bastille. — VI. Lettre au Comité de salut public, par Ferrières. — VII. Lettre à J.-J. Rousseau, par sa femme. — VIII. Arrestation du duc d'Enghien; lettre de M. de Talleyrand.

A Paris, rue de Seine, n. 46. Un an, 44 fr.; six mois, 23 fr. Par la poste, 6 et 3 fr. de plus.

EN VENTE CHEZ DUMONT, Palais-Royal, n. 88, au Salon littéraire.

LE CAFÉ

PROCOPE

PAR ROGER DE BEAUVOIR, auteur de l'*Écolier de Cluny*, in-8. 7 fr. 50 c.
SAVINIE, par JENNY BASTIDE, auteur de PASCALINE, 2 vol. 15 fr.



EXPOSITION DE 1834. — MENTION HONORABLE.

Brevet et fournisseur d'ustensiles de pêche du Roi.

Ces lignes sont reconnues par les amateurs pour être supérieures à toutes les autres : elles ont le précieux avantage de ne point se tordre, se détordre, vriller ou s'amollir à l'eau, et sont propres à toute espèce de pêche, de 40 à 200 pieds de longueur et sans nœuds. Nouvelle mécanique à laquelle le poisson se prend seul, tel gros qu'il soit.

Nouveau système de cannes et moulinets à vis. — A Paris, chez M. MONTIGNAC, inventeur et amateur, rue Saint-Honoré, 414, à l'entresol.

DÉPÔT CENTRAL PAPIER DE SURETÉ DÉTAIL VIVIENNE 3

Le Papier de sûreté, que ses propriétés rendent infaisable, garantit la correspondance, les factures, effets de commerce, etc., contre toute espèce de faux. Il se vend en gros chez MM. YVONNET, rue de Lombards, 39, et LONGUET aîné, même rue, 4, à Paris.

BANDAGES HERNIAIRES,

A ressorts élastiques, à vis de pression et à charnière, ou brisure droite ou inclinée. (Invent. WICKHAM), propre pour toutes sortes de hernies, sans sous-cuisses et sans fatiguer en aucune manière les hanches. Pour les voir et les essayer, l'on est prié de s'adresser à MM. WICKHAM et HART, brevetés, rue Saint-Honoré, 257, près celle Richelieu, à Paris. Pour s'en procurer par lettres, on doit envoyer la circonférence du corps, et indiquer l'état de la hernie. Ils tiennent aussi un assortiment de suspensoirs sur ses meilleures constructions. (Il y a une entrée particulière aux cabinets d'application.)

Le prix de l'insertion est de 4 fr. la ligne.

AVIS DIVERS.

On a une communication intéressante à faire au jeune homme qui était secrétaire de M. ARMAND SEGUIN, au mois de juin 1834.

Se présenter tous les jours jusqu'à midi, chez M. GROS, avocat, boulevard Saint-Antoine, n. 57.

MM. les créanciers du restaurant Lointier, boulevard Saint-Martin, n. 20, sont invités à se réunir mercredi, 40 juin courant, à 7 heures précises du soir, dans le cabinet de M^e Detouche, agréé, rue Montmartre, n. 78.

A vendre belle et bonne MAISON, rue Saint-Martin, à Paris. Produit net, franc d'impôts, 40,000 fr. Facilités pour le paiement.

S'adresser, de 9 heures du matin à 4 heures du soir, à M. Vallet, rue Jean-Jacques-Rousseau, n. 5.

SIROP DÉPURATIF

De salsepareille, composé sans mercure, par HADOUIN, pharmacien, rue de l'Abre-Sec, 42, contre les maladies chroniques, dartres, boutons, goutte, rhumatisme, etc., avec une instruction. Dépôts, voir la Gazette des Tribunaux du 27 mai.

SIROP et PÂTE DE NAFAJ ARABIE

Autorisés par Brevet et Ordonnance du Roi.

La supériorité de ces deux modernes préparations sur tous les autres pectoraux, pour la guérison des rhumes, catarrhes, enrouemens, toux opiniâtres, coqueluche, asthmes, et autres maladies de la poitrine, est attestée par plus de cinquante certificats des plus célèbres médecins, professeurs à la Faculté de Paris, médecins du Roi, membres de l'Académie royale de médecine, médecins en chef de tous les hôpitaux, etc. Ces deux bienfaisants et agréables bonbons, ne contiennent ni opium, ni acides.

Prix : 2 fr. la bouteille, et 4 fr. 25 c. la boîte. Au Dépôt général du RACHAOUT DES ARABES, rue Richelieu, n. 26, chez M. DELANGRENIER, seul propriétaire. (221)

MÉMOIRE SUR LA GUÉRISON RADICALE DES

DARTRES

ET DES MALADIES SECRÈTES.

Par la méthode végétale, dépurative et rafraîchissante du docteur BELLIS, rue des Bons-Enfants, n. 32, à Paris. — Rapport d'une commission de quatre docteurs de la Faculté de médecine de Paris.

En vente chez BELIZARD, BARTHÈS, DUFOUR et LOWELL, 4 bis, rue de Verneuil :
SECOND VOYAGE A LA RECHERCHE D'UN PASSAGE AU N.-O.,
PAR SIR J. ROSS,

Pendant les années 1829 à 1833, traduit sous les yeux de l'Auteur, par A. J. B. DEFAUCONPÉRET. — 2 vol. grand in-8. satiné, avec carte du voyage, portrait de l'Auteur et gravures sur acier. — Prix : 48 fr., et 25 fr. franc de port.

Le ministre de la marine vient de faire prendre un certain nombre d'exemplaires de cette curieuse et intéressante Relation, dont toutes les Revues anglaises et françaises ont donné de longs extraits. La traduction que nous annonçons, faite avec le plus grand soin et revue par l'Auteur lui-même, est la seule complète, la seule qui puisse offrir, outre les vues des régions polaires et le portrait supérieurement exécuté du capitaine Ross, la carte du voyage, indispensable pour suivre l'intrépide voyageur dans ses pénibles et courageuses excursions.

CODE UNIVERSITAIRE,

OU LOIS, STATUTS ET RÉGLEMENS DE

L'UNIVERSITÉ ROYALE DE FRANCE,

Mis en ordre par M. AMBROISE RENDU, officier de la Légion-d'Honneur, conseiller au Conseil royal d'instruction publique.

2^e ÉDITION. Un volume in-8 de plus de mille pages. Prix : 45 fr. — A PARIS, chez L. HACHETTE, libraire, rue Pierre-Sarrasin, n. 42.

DICTIONNAIRE GÉNÉRAL ET RAISONNÉ,

OU

RÉPERTOIRE ABRÉGÉ DE LÉGISLATION, DE DOCTRINE

ET DE JURISPRUDENCE,

EN MATIÈRE CIVILE, COMMERCIALE, CRIMINELLE, ADMINISTRATIVE ET DE DROIT PUBLIC,

Avec renvoi à la jurisprudence générale du royaume, et analyse de la doctrine de tous les auteurs et des discussions des lois;

Suivi de deux tables, l'une des articles des lois appliquées, l'autre des dates des arrêts, lois et ordonnances, renvoyant non seulement à la jurisprudence générale du royaume; mais encore aux Recueils de MM. Merlin, Sirey, Macarel, et au *Journal du Palais*.

PAR ARMAND DALLOZ jeune, et par plusieurs Avocats et Jurisconsultes.

DÉDIÉ

A M. DALLOZ aîné, son frère, avocat à la Cour de cassation et aux conseils du Roi, membre de la Légion-d'Honneur, auteur de la *Jurisprudence générale du royaume*.

La 2^e livraison vient de paraître; elle est fort volumineuse et renferme la matière d'environ 10 vol. in-8 ordinaires, dans l'expression la plus pleine et la plus concise à la fois. — L'ouvrage entier aura 8 livraisons grand in-4° à 3 colonnes, sur beau papier collé, texte très serré; il contiendra la matière de 60 et à 70 volumes in-8° ordinaires; ce sera le résumé exact, unique de tout ce qui a été publié en France sur la jurisprudence et la législation moderne.

Le prix de chaque livraison est de 12 fr.

S'adresser au Directeur de la *Jurisprudence générale*, rue Hautefeuille, n. 4.

FORMULAIRE ANGLAIS,

Contenant les formules de la pharmacopée de Londres, et un choix de formules extraites des meilleurs pharmacologues anglais, avec les titres en anglais, en français et en latin;

Par D.-N. PRODHOMME, pharmacien. — Un vol. in-18. Prix : 5 fr., et 5 fr. 50 c. par la poste.

Avec cet ouvrage, les médecins pourront ordonner, les pharmaciens et les élèves préparer tous les médicaments que prescrivent et préparent nos voisins d'outre-mer, sans connaître l'anglais, l'avantage que n'avait encore offert aucun ouvrage de ce genre. Chez BÉCHET, libraire de la Faculté de médecine, 4^e et au dépôt des médicaments anglais, rue Laffitte, 30.

Par Brevet d'Invention PÂTE DE REGNAULD AÎNÉ

Pharmacien, rue Caumartin, 45, au coin de la rue Neuve-des-Mathurins.

AUTORISÉE PAR BREVET ET ORDONNANCE DU ROI.

Cette Pâte guérit les rhumes, catarrhes, toux, coqueluches, asthmes, enrouemens et autres maladies de la poitrine. Ne contenant point d'opium, son usage n'apporte aucun trouble dans les fonctions digestives. C'est un rare avantage d'être constamment efficace et de ne nuire jamais, lui a valu la préférence des médecins les plus distingués. Dernièrement encore, on vient de constater, par des expériences comparatives faites dans les hôpitaux de Paris, la supériorité manifeste de la Pâte de Regnauld aîné sur tous les autres pectoraux connus.

Sous-Dépôts chez MM. DUBLANC, rue du Temple, 439; FONTAINE, place des Petits-Pères, 9; LAURENT, rue du Bac, 19; TOUCHÉ, sub. Poissonnière, n. 20; TOUITAIN, rue St-André-des-Arts, n. 52; AUX PETITS MIDES, rue St-Honoré, n. 295. — DÉPÔT DANS TOUTES LES VILLES DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER.

constatant la supériorité de cette nouvelle méthode sur celles connues jusqu'à ce jour. — Septième édition, 1 vol. in-8° de 600 pages. 6 fr. et 8 fr. par la poste.

— A Paris, chez BAILLÈRE, libraire, rue de l'École de médecine, n. 43, bis, et chez l'Auteur, qui traite par correspondance. (Affranchir.)

Tribunal de Commerce

DE PARIS.

ASSEMBLÉES DE CRÉANCIERS

du lundi 8 juin.

PELLECAT, fabr. de broderies. Vérification, 11 1/2
SAUNOIS et femme, Md^e de couleurs. Clôture, 11
LARDEREAU, Md corroyeur. id., 1
JOFFRAUD, négociant. id., 2
BONNET, négociant. Vérification, 2
VE FEVRE, restaurateur. id. par continuation, 2
VACHEZ-MOREAU, Md bonnetier Syndicat, 2
LAMULLE, carrossier. Remise à huitaine, 2 1/2

CLOTURE DES AFFIRMATIONS.

AUBERT père, négociant, le 11
HUBON, Md de vin, le 12
GUILLAUME, hâbler, le 13

DÉCLARATION DE FAILLITES.

BOIRE, ancien maître de pension, rue Vieille-du-Temple, 123. — Juge-com. M. Pierrugues; agent, M. Moine, rue Montmartre, 173.

PREMIER DU 6 JUIN

A T. R. M.	1 ^{er} cours pl. bours.	pl. bours.	pl. bours.	décl.
p. 100 compt.	107 50	107 50	107 40	107 50
— Fin courant	—	107 65	107 45	—
— 1831 compt.	—	—	—	—
— Fin courant	—	—	—	—
— 1832 compt.	—	—	—	—
— Fin courant	—	—	—	—
p. 100 compt.	—	79 60	79 40	—
— Fin courant	—	79 70	79 45	—
— de Napl. compt.	95 60	95 75	95 60	95 60
— Fin courant (c. d.)	95 60	95 75	95 60	95 60
p. perp. d'Esp. a.	39	40 1/4	39	—
— Fin courant	—	—	—	—

IMPRIMERIE DE LA FORTIFICATION (MONTMARTRE)
Rue des Bons-Enfants, 34.

Vu par le maire du 4^e arrondissement, pour
légalisation de la signature PHAN-DI-FOREST.